

# **C**onjoncture française



# Retour sur la précédente prévision

Au quatrième trimestre 2015, l'activité a progressé en France (+0,3 %), légèrement plus qu'attendu dans la Note de conjoncture de décembre 2015 (+0,2 %). La consommation et l'investissement ont contribué à la croissance comme attendu (+0,2 point). Les échanges extérieurs ont pesé (-0,5 point) contre une neutralité attendue. En contrepartie, les variations de stocks ont contribué pour +0,7 point à la croissance (après +0,7 point le trimestre précédent) alors qu'une contribution neutre était attendue. La prévision de croissance pour le premier trimestre 2016 est inchangée (+0,4 %).

Au quatrième trimestre 2015, l'emploi marchand a augmenté légèrement plus que prévu (+32 000 contre +25 000). Dans le même temps, le taux de chômage a légèrement baissé, de 0,1 point comme attendu. En décembre, l'inflation d'ensemble a atteint +0,2 %, comme prévu. En juin, elle s'établirait à -0,1 % contre +0,2 % prévu dans la précédente Note, cette révision étant essentiellement imputable à la nouvelle baisse intervenue sur le cours du pétrole.

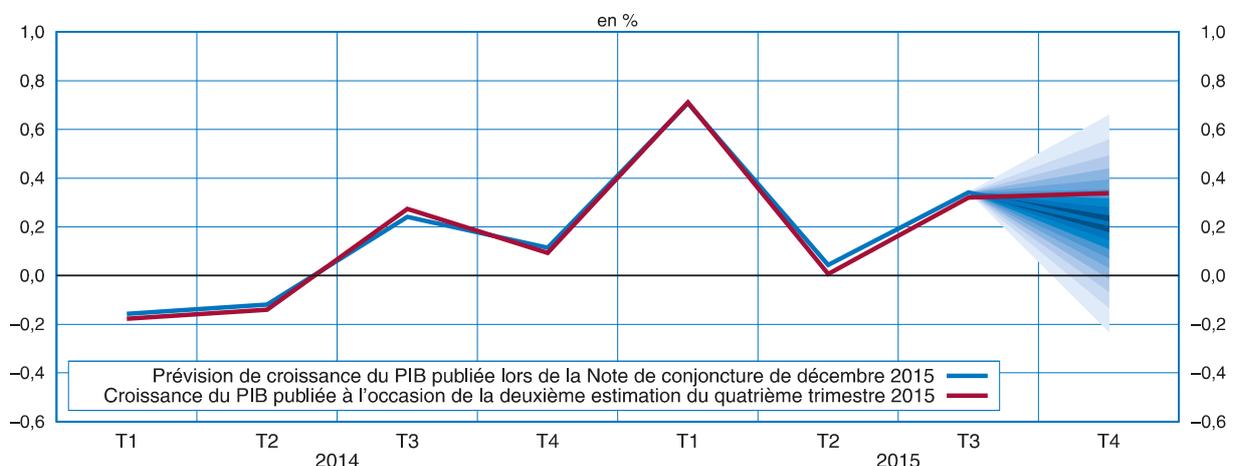
## Fin 2015, l'activité a progressé légèrement plus qu'attendu dans la Note de décembre 2015

En France, au quatrième trimestre 2015, l'activité a progressé légèrement plus (+0,3 %) que prévu dans la Note de conjoncture de décembre (+0,2 %). La production totale a crû davantage que prévu (+0,6 % contre +0,2 %). Cet essor est d'abord le fait de l'industrie manufacturière, dont la production, attendue en hausse modérée (+0,4 %), a fortement augmenté (+1,1 %) notamment dans les branches cokéfaction-raffinage et matériels de transport. La production d'énergie-eau-déchets s'est stabilisée alors qu'elle était attendue en baisse (-0,7 %). La production de services marchands hors commerce a plus progressé (+0,5 %) qu'attendu (+0,3 %), entraînée par la production manufacturière. Enfin, la production dans la construction s'est légèrement redressée (+0,2 %) alors qu'une stabilité était envisagée.

## La demande intérieure a ralenti comme prévu

La demande intérieure hors stocks a contribué à la croissance du dernier trimestre 2015 (+0,2 point) comme attendu. La consommation des ménages a légèrement surpris à la baisse (-0,2 % contre -0,1 % attendu), principalement celle en habillement et en automobiles. Comme attendu,

**Graphique des risques associés à la Note de conjoncture de décembre 2015 et croissance réalisée**



Source : Insee

les dépenses en hébergement-restauration ont baissé en raison des craintes suscitées par les attentats du 13 novembre (*éclairage de la fiche Consommation*) ; la consommation de services a donc été atone (+0,1 % contre 0,0 % prévu).

L'investissement total a surpris à la hausse (+0,7 % contre +0,5 % attendu). En effet, l'investissement des entreprises a accéléré (+1,3 % après +0,5 %) plus fortement qu'attendu (+0,8 % après +0,7 %), tant en produits manufacturés qu'en construction. De plus, l'investissement des administrations publiques a progressé (+1,0 %), notamment du fait d'un rebond dans les travaux publics, alors qu'une stabilité était attendue. Cependant, l'investissement des ménages a surpris à la baisse (-1,0 % contre -0,1 % attendu), essentiellement dans la construction de logements.

Le solde extérieur a été plus défavorable à l'activité (-0,5 point) que prévu (0,0 point), du fait de la vigueur des importations (+2,5 % contre +0,6 % attendu), en particulier dans l'aéronautique et la pharmacie. Les exportations ont progressé (+1,0 %) un peu plus qu'attendu (+0,7 %). En contrepartie, les variations de stocks ont contribué à hauteur de +0,7 point à la croissance (comme au trimestre précédent) alors qu'une contribution neutre était attendue.

### **La prévision de croissance pour le premier trimestre 2016 est inchangée à +0,4 %**

La production totale augmenterait de 0,4 % au premier trimestre 2016, comme prévu dans la Note de décembre. La production d'énergie serait plus dynamique (+0,8 %) qu'attendu précédemment (+0,5 %). La prévision de production dans les services marchands est inchangée (+0,5 %). La production manufacturière croîtrait de 0,3 % au premier trimestre, comme attendu dans la Note de décembre. La prévision d'activité dans la construction est quasiment inchangée (-0,2 % contre -0,1 %).

La demande intérieure contribuerait légèrement plus à la croissance (+0,5 point) qu'attendu dans la Note de décembre (+0,4 point). La consommation des ménages rebondirait plus fortement (+0,8 %) que prévu initialement (+0,5 %), notamment les dépenses en produits manufacturés (+1,3 % contre +0,7 %) et en énergie (+1,6 % contre +0,5 %). En revanche, l'investissement total progresserait moins (+0,2 %) qu'attendu (+0,4 %) : celui des ménages se replierait (-0,5 % contre 0,0 %), tandis que

l'investissement des entreprises non financières augmenterait légèrement moins (+0,7 %) que prévu en décembre (+0,9 %).

Les échanges extérieurs auraient une contribution positive à la croissance, alors qu'une contribution neutre était envisagée initialement. Les exportations progresseraient un peu moins (+0,6 % contre +0,9 %) mais la hausse des importations serait nettement moindre en prévision (+0,3 % contre +1,0 %). Par contre-coup de deux trimestres consécutifs de forte contribution positive, la contribution des variations de stocks serait négative (-0,2 point) alors qu'une contribution neutre était envisagée en décembre.

### **La prévision d'emploi marchand est quasiment inchangée**

Au quatrième trimestre 2015, l'emploi dans le secteur marchand non agricole a augmenté de 32 000 postes, quasiment comme prévu. L'estimation est en ligne avec la prévision dans les trois principaux secteurs : l'industrie (-9 000 contre -10 000 prévu), la construction (-7 000 contre -8 000 prévu) et le tertiaire (+47 000 contre +42 000 prévu). L'intérim a été un peu plus dynamique qu'anticipé (+19 000 contre +13 000 prévu) alors que l'emploi dans le tertiaire hors intérim a augmenté quasiment comme prévu (+28 000 contre +29 000 anticipé). Le taux de chômage a, quant à lui, diminué de 0,1 point au quatrième trimestre, comme anticipé : en raison de la révision du taux de chômage sur le passé, ce dernier s'établit à 10,0 %, contre 10,1 % prévu.

Au premier semestre 2016, l'emploi serait quasiment aussi dynamique que prévu lors de la précédente Note. Ainsi, le taux de chômage diminuerait de 0,1 point sur le premier semestre 2016, comme anticipé dans la précédente Note.

### **L'inflation serait plus faible que prévu, sous l'effet de la nouvelle chute du prix du Brent**

En décembre 2015, l'inflation d'ensemble a atteint +0,2 % sur un an, comme prévu dans la précédente Note. En juin 2016, les prix à la consommation diminueraient de 0,1 % sur un an, contre une légère hausse prévue dans la précédente Note (+0,2 %), cette révision traduisant essentiellement le changement d'hypothèse sur le cours du Brent (de 45 \$ à 40 \$ le baril), compte tenu de la nouvelle baisse de décembre 2015 et janvier 2016. La prévision d'inflation sous-jacente est quant à elle inchangée (+0,7 % en juin 2016). ■

# Production

Au quatrième trimestre 2015, le produit intérieur brut a augmenté sur le même rythme qu'au troisième trimestre (+0,3 %). Toutefois, la production de biens et de services a accéléré (+0,6 % après +0,3 %). En effet, la production manufacturière a nettement plus augmenté (+1,1 % après +0,2 %) et l'activité a légèrement rebondi dans la construction (+0,2 % après -0,8 %). En revanche, l'activité a ralenti dans le commerce (+0,5 % après +0,8 %), pénalisée par le recul de la consommation. Dans les services marchands autres que le commerce, l'activité a continué de croître au même rythme (+0,5 %).

En février 2016, le climat des affaires s'altère un peu et rejoint sa moyenne de long terme : il se stabilise au-dessus de sa moyenne dans l'industrie mais se replie légèrement dans les services et le commerce tandis qu'il reste dégradé dans le bâtiment.

En conséquence, la production de biens et de services ralentirait légèrement au premier semestre 2016 (+0,4 % puis +0,5 % par trimestre) : elle continuerait de croître mais nettement moins vite dans l'industrie et elle se contracterait à nouveau dans la construction.

## Au premier semestre 2016, la production de biens et services ralentirait légèrement

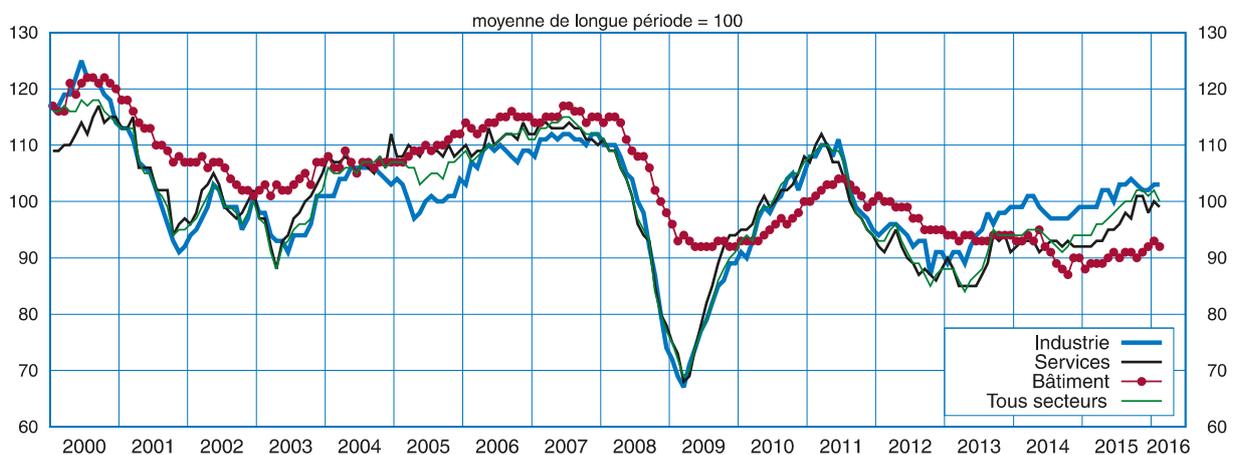
Au quatrième trimestre 2015, le produit intérieur brut (PIB) a conservé la même croissance (+0,3 %) alors que la production de biens et de services a accéléré (+0,6 % après +0,3 %) ; l'écart résulte du plus grand dynamisme des branches à faible taux de valeur ajoutée, notamment les branches manufacturières. En février 2016 le climat des affaires s'infléchit légèrement et rejoint sa moyenne de longue période (100) : il se stabilise au-dessus de sa moyenne dans l'industrie mais se replie légèrement dans les services et le commerce ; il reste dégradé dans le bâtiment (graphique 1).

De ce fait, la production croîtrait un peu moins vite au premier semestre 2016 (+0,4 % et +0,5 %). Mi-2016, l'acquis de croissance de la production de biens et services s'établirait déjà à +1,3 %, alors qu'elle a augmenté de 1,4 % pour l'ensemble de l'année 2015.

## La production manufacturière continuerait de progresser, mais moins vite

Au quatrième trimestre 2015, la production manufacturière a accéléré (+1,1 % après +0,2 % le trimestre précédent, tableau). Cette accélération provient principalement du dynamisme des branches de biens d'équipement, de matériels de transport et de cokéfaction-raffinage.

1 – Climat des affaires : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



La production manufacturière croîtrait encore au premier semestre 2016, mais moins vite que fin 2015 (+0,3 % puis +0,5 % aux premier et deuxième trimestres). En effet, en février l'opinion des industriels sur leurs perspectives personnelles de production s'améliore encore, alors que cet indicateur était déjà supérieur à sa moyenne de long terme (*graphique 2*). En outre, l'acquis de croissance pour le premier trimestre de l'indice de production industrielle est de +1,0 % fin janvier. Toutefois, le solde d'opinion des chefs d'entreprise sur la production passée est en deçà de sa moyenne de long terme. À l'issue du deuxième trimestre, l'acquis de croissance de la production manufacturière pour 2016 s'établirait à +1,5 %, soit autant que sa croissance en moyenne annuelle en 2015.

### Dans la construction, l'activité reculerait à nouveau

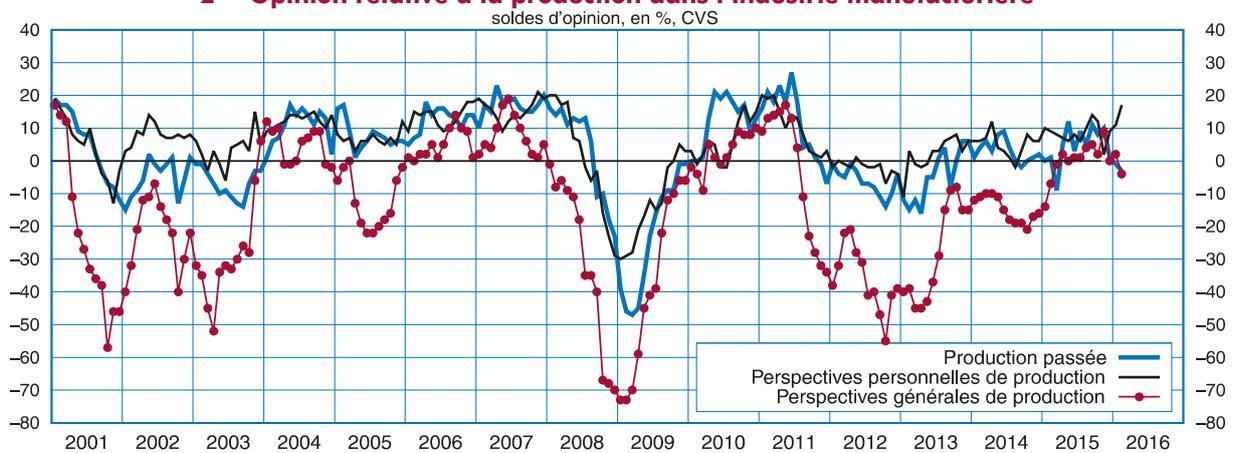
Au quatrième trimestre 2015, la production dans la construction a faiblement progressé (+0,2 %) après huit trimestres de baisse continue. Elle a notamment accéléré dans les travaux publics.

Au premier semestre 2016, la production dans la construction reculerait à nouveau (-0,2 % au premier trimestre puis -0,1 % au deuxième

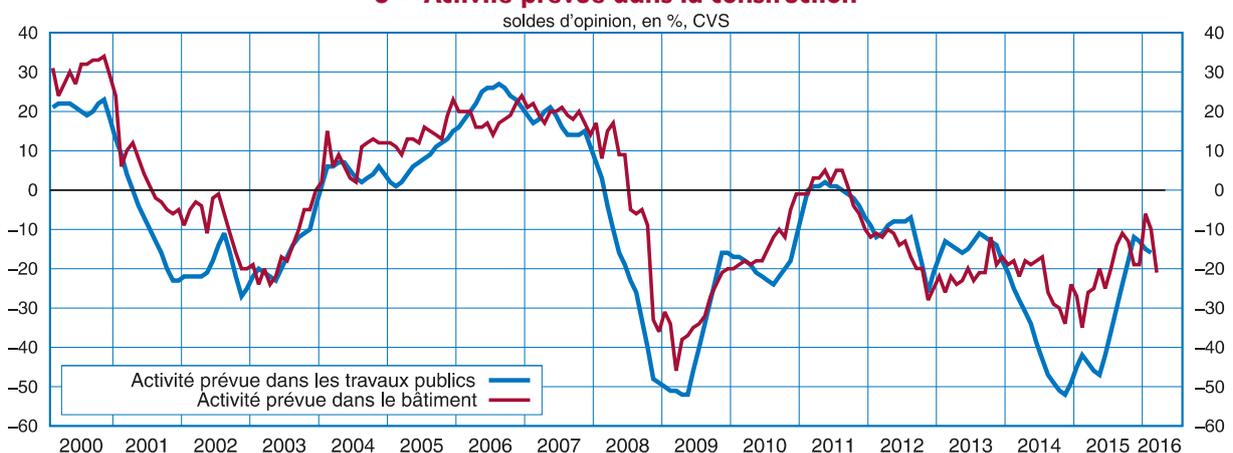
trimestre) mais bien plus légèrement que durant les deux dernières années. En effet, l'opinion des entrepreneurs du bâtiment sur leur activité s'est améliorée au cours de l'année 2015 ; cependant, le climat des affaires reste dégradé et les carnets de commandes sont jugés encore inférieurs à la normale. De plus, les soldes d'opinion sur l'activité prévue se replient début 2016, à la fois dans le bâtiment et les travaux publics (*graphique 3*). Les ventes de maisons neuves, qui progressaient continûment depuis fin 2014, ont à nouveau baissé fin 2015 : ainsi, les mises en chantier de logements individuels, qui s'étaient redressées au troisième trimestre 2015, se sont repliées au quatrième trimestre et resteraient atones d'ici mi-2016. Compte tenu des délais entre mises en chantier et construction effective, la production de logements reculerait encore, légèrement, au premier semestre 2016. Dans les travaux publics, après un dernier trimestre 2015 très dynamique, l'activité s'infléchirait par contrecoup début 2016.

La production dans la branche construction a reculé de 2,8 % sur l'ensemble de l'année 2015. Mi-2016, l'acquis de croissance pour l'année serait de -0,8 %.

### 2 – Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



### 3 – Activité prévue dans la construction



## Après avoir marqué le pas fin 2015, la production d'énergie se redresserait au premier semestre 2016

La production d'énergie s'est stabilisée au quatrième trimestre 2015 (0,0 % après +0,4 %). Elle a été soutenue par la consommation de l'industrie. En revanche, la douceur de l'automne a réduit la consommation en chauffage des ménages. Au premier semestre 2016, la production d'énergie se redresserait en deux temps (+0,8 % puis +0,9 %). À l'issue du premier semestre 2016, l'acquis de croissance de la production d'énergie serait de +1,1 %, après une hausse de +1,5 % en moyenne sur l'année 2015.

## L'activité commerciale resterait dynamique

L'activité commerciale a ralenti au quatrième trimestre 2015 (+0,5 % après +0,8 %). En effet, les ménages ont réduit leurs dépenses en biens manufacturés (-0,3 % après +0,7 %) surtout les achats de vêtements, limités par la douceur des températures, et les achats d'automobiles.

Au premier trimestre 2016, la reprise attendue de la consommation des ménages en biens manufacturés tirerait l'activité commerciale qui accélérerait nettement (+0,8 %). Début 2016, le climat des affaires dans le commerce de gros demeure proche de sa moyenne de longue période et celui dans le commerce de détail reste supérieur à la normale ; il est particulièrement élevé pour le commerce et la réparation automobiles. Au deuxième trimestre, l'activité commerciale resterait dynamique (+0,6 %), de nouveau soutenue par la consommation des ménages en biens. Mi-2016, l'acquis de croissance annuelle de la production dans le commerce serait de +2,2 %, après +2,7 % en moyenne en 2015.

## Dans les services marchands hors commerce, l'activité augmenterait modérément

Au quatrième trimestre 2015, la production de services marchands hors commerce a crû comme au troisième trimestre (+0,5 %). L'activité a reculé dans l'hébergement-restauration (-0,3 % après -0,3 % au troisième trimestre), pénalisée par les craintes nées des attentats du 13 novembre. En revanche, elle a accéléré dans l'information-communication et les services aux entreprises.

Selon les chefs d'entreprise interrogés en février 2016, le climat conjoncturel fléchit légèrement dans les services mais reste proche de sa moyenne de long terme (99). L'activité continuerait ainsi de progresser modérément au premier semestre 2016 (+0,5 % par trimestre).

Mi-2016, l'acquis de croissance de la production de services marchands hors commerce pour l'année serait de +1,6 %, après +1,9 % en moyenne en 2015.

## L'activité des services non marchands continuerait de croître à petite vitesse

Au quatrième trimestre 2015, la production de services principalement non marchands a augmenté sur un rythme stabilisé au quatrième trimestre 2015 (+0,4 %). Elle conserverait quasiment cette allure au premier semestre 2016 (+0,3 % par trimestre). Mi-2016, l'acquis de croissance annuelle des services principalement non marchands serait de +1,1 %, après +1,2 % l'année passée. ■

## Production par branche au prix de l'année précédente chaînés

variations T/T-1 (en %), données CJO-CVS

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2014				2015				2016		2014	2015	2016 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Agriculture (2 %)	2,0	1,5	0,8	-0,4	-0,6	-0,4	-0,3	0,0	0,3	0,1	5,4	-0,6	0,1
Branches manufacturières (20 %)	0,3	-0,5	0,6	-0,2	1,5	-0,5	0,2	1,1	0,3	0,5	0,3	1,5	1,5
Énergie, eau, déchets (4 %)	-2,5	0,9	1,3	-2,4	3,9	-2,0	0,4	0,0	0,8	0,9	-3,5	1,5	1,1
Construction (8 %)	-0,8	-1,2	-0,8	-0,7	-0,6	-0,9	-0,8	0,2	-0,2	-0,1	-2,2	-2,8	-0,8
Commerce (10 %)	-0,1	0,1	0,8	0,4	1,2	0,2	0,8	0,5	0,8	0,6	1,4	2,7	2,2
Services marchands hors commerce (41 %)	0,3	0,1	0,5	0,3	0,8	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	1,1	1,9	1,6
Services non marchands (15 %)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	1,3	1,2	1,1
<b>Total (100 %)</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>

Prévision

Pondérations construites à partir de la production annuelle en valeur, en 2010.

Source : Insee

# Environnement international de la France

Dans les pays émergents, la conjoncture est restée morose en 2015, notamment en Chine où la croissance a atteint son plus bas niveau depuis un quart de siècle. Au premier semestre 2016, l'activité continuerait d'y tourner au ralenti : le Brésil et la Russie resteraient en récession sous l'effet de la nouvelle baisse des prix des matières premières, tandis que la croissance chinoise se stabiliserait.

La faiblesse des importations des pays émergents a pesé sur l'activité des pays avancés. Au quatrième trimestre 2015, l'activité y a ainsi ralenti, notamment parce que leurs exportations ont fléchi. Début 2016, le climat des affaires se tasse, annonçant une croissance modérée de l'activité au premier semestre. Celle-ci serait soutenue par la consommation des ménages, dynamisée par un regain de leur pouvoir d'achat, mais à l'inverse, l'investissement ralentirait.

Le ralentissement des pays émergents pèse sur les échanges mondiaux. Le commerce mondial croîtrait ainsi modérément, bien moins vite qu'avant-crise.

## La situation resterait dégradée dans de nombreux pays émergents

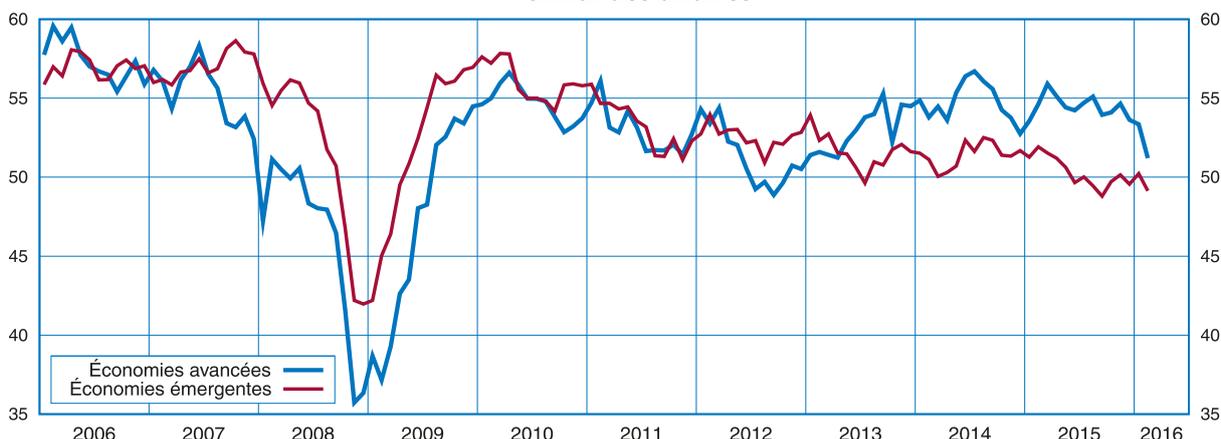
Le climat conjoncturel reste dégradé dans de nombreux émergents (*graphique 1*) notamment pour les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil, en proie également à de vives tensions économiques et politiques, et la Russie. Au quatrième trimestre 2015, le PIB russe se serait contracté, pour le sixième trimestre consécutif, portant la baisse de l'activité à -3,7 % sur l'ensemble de l'année. En raison de la nouvelle chute du prix du pétrole entamée au

quatrième trimestre 2015, la perspective d'une stabilisation de l'économie est de nouveau repoussée au-delà de l'horizon de prévision. En effet, le rouble s'est déprécié du quart de sa valeur vis-à-vis du dollar depuis mi-novembre, provoquant un nouveau regain d'inflation et de nouvelles baisses du pouvoir d'achat. De plus, la baisse des revenus issus des produits pétroliers dégrade les finances publiques, conduisant à des coupes dans les dépenses.

En Chine, la croissance a atteint en 2015 son plus faible niveau en 25 ans (+6,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la production industrielle a nettement fléchi avec notamment des baisses de production d'acier et de ciment. L'investissement de la branche manufacturière, qui s'accroissait de 20 % par an environ début 2014, n'a cessé de ralentir depuis jusqu'à tomber à 4,4 % en décembre 2015. L'investissement en immobilier d'entreprise a reculé, les mises en chantier ont baissé d'environ 15 % par rapport à l'année précédente depuis début 2015. Néanmoins, la croissance semble se stabiliser en fin d'année à la faveur d'une reprise de la consommation des ménages. Celle-ci est notamment portée par le fort regain des ventes d'automobiles, en raison d'une mesure fiscale incitative.

Parmi les pays émergents, les pays d'Europe centrale et orientale et la Turquie se démarquent, bénéficiant à plein de la croissance modérée de la zone euro : leur croissance est restée élevée en 2015 malgré des contextes respectifs tendus (crise russo-ukrainienne, tensions géopolitiques, longue phase d'élection et crise des migrants syriens en Turquie). Avec un climat des affaires encore favorable, leur croissance resterait élevée au premier semestre 2016, quoiqu'en légère baisse.

1 - Climat des affaires



Source : Markit

## Les marchés boursiers des pays émergents et avancés traversent des zones de turbulences

En décembre 2015 et janvier 2016, les principales bourses des pays avancés et émergents ont chuté. L'incertitude sur l'ampleur du ralentissement des économies émergentes, notamment de la Chine, semble le principal facteur de cette correction. De plus, la remontée passée et annoncée des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine rend les investissements dans les économies émergentes relativement moins profitables.

En janvier 2016, les capitalisations des bourses indienne, russe, turque et brésilienne ont ainsi perdu entre 10 % et 25 % de leur valeur du 1<sup>er</sup> janvier 2015, avant de rebondir en février. Les indices boursiers chinois ont perdu près de 25 % de leur valeur courant janvier.

Les principales places financières des pays avancés ont également chuté en janvier 2016 (*graphique 2*), avec des facteurs qui leur sont propres, notamment l'incertitude croissante sur la solidité du système bancaire, que ce soit aux États-Unis où les banques sont exposées au secteur pétrolier, et en Europe, où les encours de créances douteuses restent élevés, notamment en Italie. La correction des indices boursiers s'est accompagnée d'une volatilité accrue, toutefois très en deçà des niveaux atteints pendant les crises financières de fin 2008 ou de l'été 2011, et partant, d'une plus grande incertitude pour les entreprises.

## Le commerce mondial croîtrait nettement moins vite que sa moyenne de longue période

Le ralentissement des importations des pays émergents, notamment en Asie, a freiné le commerce mondial. Au quatrième trimestre 2015, ce dernier a néanmoins progressé de 0,7 %, grâce au dynamisme des achats des pays avancés. Au premier semestre 2016, le commerce mondial croîtrait modérément (+0,5 % au premier trimestre

puis +0,8 % au deuxième), entravé par la faiblesse persistante des importations des pays émergents. Ainsi, le commerce mondial progresserait nettement moins vite qu'avant-crise (+1,5 % par trimestre en moyenne entre 2000 et 2007). Au total, l'acquis de croissance annuelle du commerce mondial atteindrait +2,5 % mi-2016, après +2,5 % sur l'ensemble de l'année 2015.

## Les pays avancés sont touchés par le ralentissement du commerce mondial

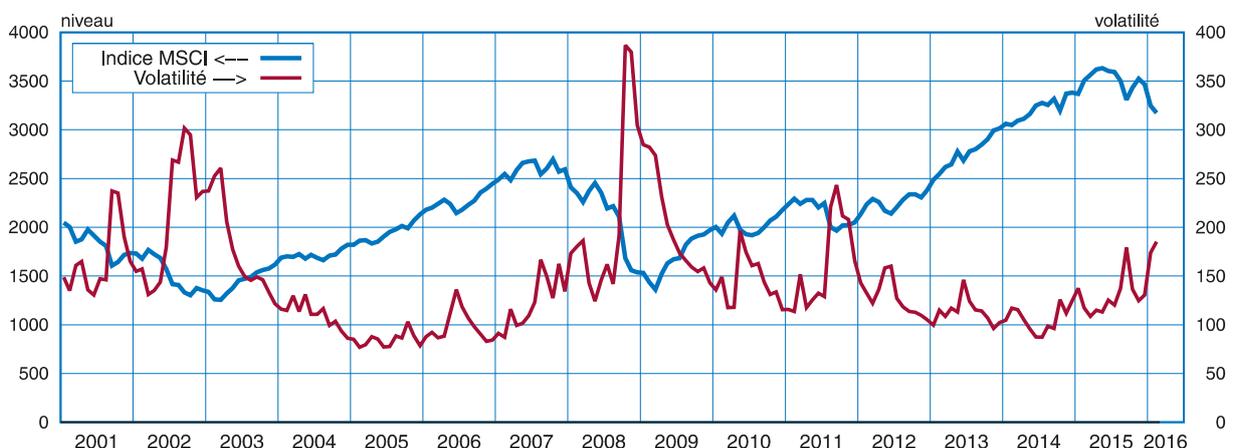
Dans ce contexte international, l'activité dans les économies avancées a ralenti au quatrième trimestre 2015 (+0,3 % après +0,5 %). Les exportations ont été déprimées par le manque de demande en provenance des pays émergents, notamment de la Chine et du Sud-est asiatique (*graphique 3*). Les pays avancés bordant le Pacifique ont été particulièrement touchés : les exportations ont reculé au Japon (-0,8 %) et aux États-Unis (-0,7 %). Elles ont quasiment stagné au Royaume-Uni (-0,1 %) et ont diminué en Allemagne (-0,6 %), où la baisse tendancielle des commandes de la Chine pèse depuis fin 2014. Dans l'ensemble de la zone euro, les exportations n'ont que faiblement progressé, comme à l'été (+0,2 %).

Bien qu'en repli, le climat conjoncturel laisse présager une croissance de nouveau modérée dans les pays avancés au premier semestre 2016 : en moyenne, l'activité progresserait de 0,4 % par trimestre. Ainsi, après une croissance annuelle de 1,9 % en 2015, l'acquis de croissance annuelle pour les pays avancés atteindrait +1,3 % mi-2016.

## Le secteur des services serait encore moteur aux États-Unis et au Royaume-Uni

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'activité économique du premier semestre 2016 serait principalement soutenue par le dynamisme des services, alors que l'activité manufacturière resterait particulièrement atone. Aux États-Unis, la

### 2 – Indices boursiers des pays avancés



Sources : Macrobond, calculs Insee

## Conjoncture française

croissance resterait modeste (+0,5 % par trimestre), essentiellement portée par la consommation des ménages dont le pouvoir d'achat bénéficierait de salaires encore dynamiques et de la nouvelle baisse des prix du pétrole. Au Royaume-Uni en revanche, la consommation ralentirait, car le potentiel de désépargne semble épuisé, et l'investissement serait pénalisé par l'incertitude née du futur référendum sur l'Union européenne : au total, l'activité britannique progresserait nettement moins vite (+0,4 % par trimestre) qu'en moyenne de mi-2013 à mi-2015 (+0,7 %).

### La zone euro serait résiliente

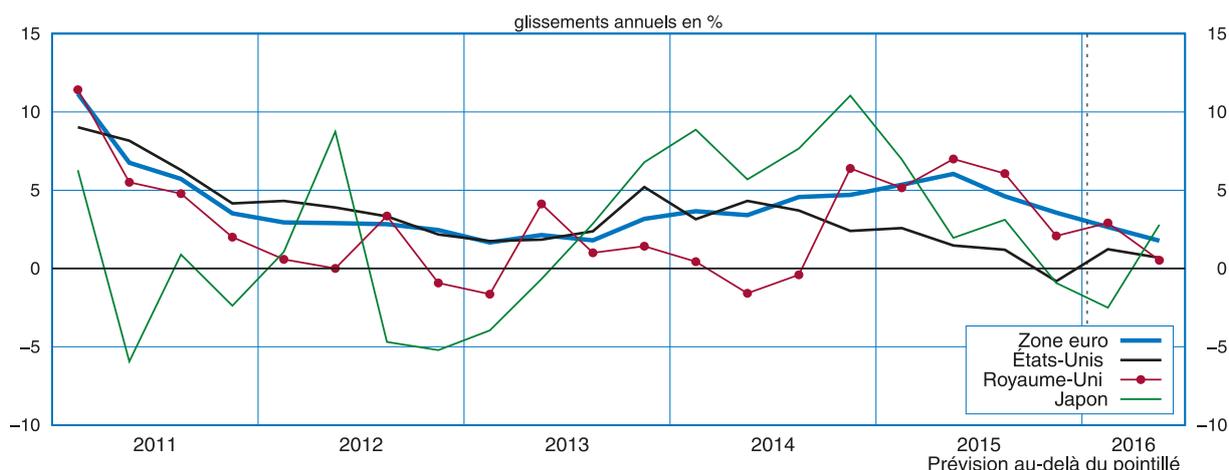
Dans ce contexte peu porteur, la croissance de la zone euro s'élèverait légèrement (+0,4 % par trimestre). Après un trou d'air fin 2015, la consommation des ménages accélérerait, dans le sillage d'un pouvoir d'achat stimulé par la reprise de l'emploi, le progressif redressement des salaires mais aussi par la chute des prix du pétrole.

La contribution des échanges extérieurs à la croissance de la zone serait légèrement négative au premier semestre 2016 : l'effet positif de la dépréciation du change sur les exportations commencerait à s'atténuer tandis que le dynamisme de la demande intérieure soutiendrait les importations.

### La demande mondiale adressée à la France se raffermirait

Dans ce contexte de ralentissement des échanges extérieurs dans les pays émergents et de résilience de la zone euro, la demande mondiale adressée à la France accélérerait légèrement d'ici mi-2016 (+0,7 % au premier trimestre puis +0,8 % au deuxième), notamment du fait de ses partenaires européens. À l'issue du premier semestre 2016, l'acquis de croissance de la demande mondiale adressée à la France s'élèverait à +2,3 %, après +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2015. ■

### 3 – Exportations des économies avancées



Sources: Eurostat, ONS, BEA, Statistics Bureau of Japan, prévisions Insee

### Synthèse du scénario international

	2015				2016		2014	2015	2016 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>PIB des économies avancées</b>	0,4	0,5	0,5	0,3	0,4	0,4	1,9	1,9	1,3
<b>Commerce mondial</b>	-0,6	-0,6	2,1	0,7	0,5	0,8	3,2	2,5	2,5
Importations des économies avancées	1,8	-1,0	1,2	0,8	0,8	0,9	3,2	3,6	2,4
Importations des économies émergentes	-4,2	-0,9	2,4	1,0	0,2	0,7	2,8	-0,9	2,5
<b>Demande mondiale adressée à la France</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,4</b>	<b>2,3</b>

Lecture : Les données d'importations, d'exportations et de commerce mondial concernent les seuls biens.

Sources : Instituts statistiques nationaux, Central Plan Bureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

# Échanges extérieurs

Fin 2015, les échanges mondiaux ont ralenti, pesant sur la demande adressée à la France. Toutefois, les exportations françaises ont rebondi (+1,0 % après -0,6 %), du fait du regain des exportations manufacturières (+1,8 % après -0,9 %). Au premier semestre 2016, malgré un commerce mondial encore morose, la demande mondiale adressée à la France serait bien orientée. Ainsi, les exportations progresseraient encore solidement au premier semestre 2016 (+0,6 % puis +1,3 %), portées par la livraison de grands contrats aéronautiques et navals.

Les importations ont encore été soutenues fin 2015 (+2,5 % après +1,7 %), du fait d'achats de produits manufacturés très dynamiques (+3,2 % après +2,1 %). Elles ralentiraient par contrecoup au premier trimestre 2016 (+0,3 %), puis retrouveraient un rythme plus en ligne avec la demande intérieure au deuxième trimestre (+0,9 %).

Au total, la contribution du solde extérieur à la croissance serait positive au premier semestre 2016, après avoir été négative en 2015 (-0,3 point en moyenne annuelle).

## Le commerce mondial progresserait faiblement au premier semestre 2016

Au troisième trimestre 2015, les échanges mondiaux avaient nettement accéléré (+2,1 % après avoir reculé au premier semestre (-0,6 % en moyenne par trimestre). Au quatrième trimestre, le commerce mondial a ralenti : +0,7 % (*graphique 1*). En effet, les importations des pays émergents ont décéléré, surtout en Asie. Pour le premier semestre 2016, les différents indicateurs sur les nouvelles commandes à l'exportation et les premières données douanières disponibles suggèrent que les échanges mondiaux progresseraient à un rythme bien plus modéré

(+0,5 % au premier trimestre puis +0,8 % qu'avant 2008 (+1,5 % en moyenne par trimestre de 2000 à 2007)).

La demande mondiale adressée à la France a également décéléré fin 2015 (+0,4 % après +1,3 %), du fait du ralentissement des importations de ses principaux partenaires dans les économies avancées (*graphique 2*).

## Les exportations augmenteraient encore solidement au premier semestre 2016

Au quatrième trimestre 2015, les exportations françaises ont rebondi (+1,0 % après -0,6 %, *tableau*), surtout les exportations manufacturières (+1,8 % après -0,9 %). En particulier, les ventes de matériel de transport ont repris (+4,5 % après -6,4 %). En revanche, le recul des ventes de produits de l'énergie (-2,2 %) et de produits agricoles (-9,2 %) a pesé sur l'évolution d'ensemble.

Au premier semestre 2016, les exportations augmenteraient encore (+0,6 % puis +1,3 %), légèrement plus vite que la demande mondiale, le niveau du taux de change effectif de l'euro étant encore relativement favorable. En outre, les exportations manufacturières (+0,7 % puis +1,7 %, *graphique 3*) seraient soutenues par les grands contrats à l'exportation du secteur aéronautique et naval tout au long du premier semestre 2016, avec les livraisons de matériels militaires et d'un paquebot civil. Dans une moindre mesure, les exportations bénéficieraient aussi d'un redémarrage progressif des livraisons à l'Iran après la levée des sanctions (*éclairage*). Les exportations de produits agricoles, après s'être nettement contractées au quatrième trimestre, se redresseraient un peu (+2,0 % puis +0,5 %). Les exportations d'énergie continueraient de reculer (-1,0 %) avant de rebondir modestement

## Prévision de croissance des échanges extérieurs

(évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points)

	Variations trimestrielles						Variations annuelles		
	2015				2016		2014	2015	2016 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Exportations</b>									
Ensemble des biens et services	1,7	2,2	-0,6	1,0	0,6	1,3	2,4	6,1	2,7
Produits manufacturés (68 %) *	1,3	2,7	-0,9	1,8	0,7	1,7	1,8	5,6	3,6
<b>Importations</b>									
Ensemble des biens et services	2,3	0,7	1,7	2,5	0,3	0,9	3,9	6,5	3,9
Produits manufacturés (68 %) *	1,6	1,4	2,1	3,2	0,6	1,1	3,7	6,0	5,3
<b>Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>

Prévision

\* Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2015

Source : Insee

## Conjoncture française

(+0,5 %). Les exportations de services, elles, augmenteraient à une allure légèrement inférieure à leur tendance (+0,7 % puis +0,5 %).

À l'issue du premier semestre 2016, l'acquis de croissance des exportations pour l'année serait de +2,7 %, après +6,1 % en moyenne sur l'année 2015.

### Les importations ralentiraient début 2016 après avoir été très dynamiques au second semestre 2015

Au quatrième trimestre 2015, les importations françaises ont de nouveau vivement progressé (+2,5 % après +1,7 %), du fait d'achats de produits manufacturés très dynamiques (+3,2 % après +2,1 %). En particulier, les importations de produits pharmaceutiques, de matériels de transport et de biens d'équipement ont été soutenues.

Au premier trimestre 2016, les importations ralentiraient (+0,3 %). Les importations manufacturières, surtout, décéléreraient (+0,6 %), en particulier pour les produits pharmaceutiques, par contrecoup des forts approvisionnements récents, et pour les produits pétroliers raffinés, revenant à la normale après des achats très élevés au second semestre 2015. Au deuxième trimestre,

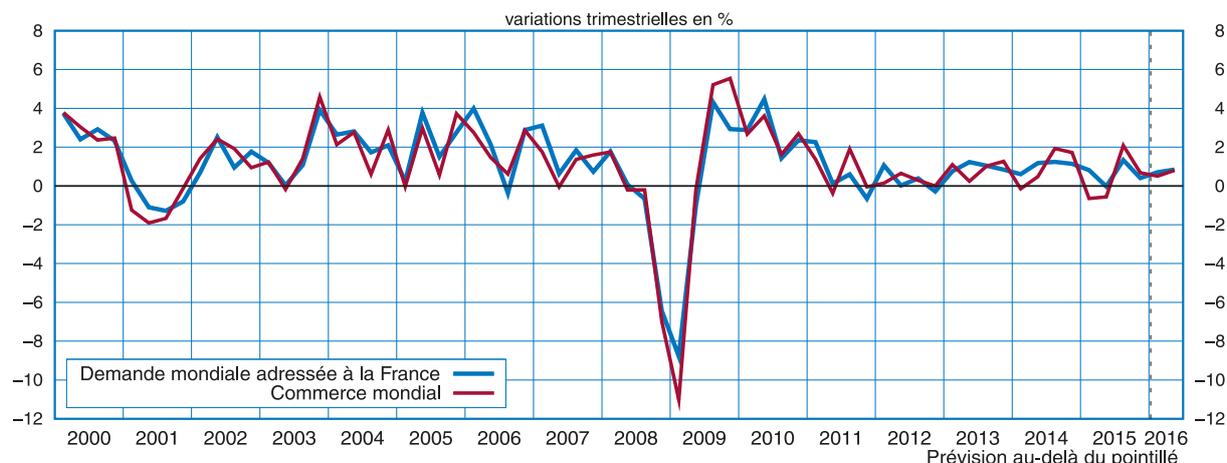
les importations manufacturières retrouveraient une progression plus vigoureuse (+1,1 %) dans le sillage de la demande intérieure, et entraîneraient l'ensemble des importations (+0,9 %).

Au premier semestre, les importations de services tout comme celles de produits agricoles progresseraient modérément (+0,5 % par trimestre). Les achats d'hydrocarbures se replieraient au premier trimestre par contrecoup du fort dynamisme fin 2015 (-3,0 % après +3,4 %) puis retrouveraient une hausse proche de leur tendance au deuxième trimestre (+0,5 %).

Mi-2016, l'acquis de croissance des importations pour l'année serait de +3,9 %, après une hausse en moyenne annuelle de +6,5 % en 2015.

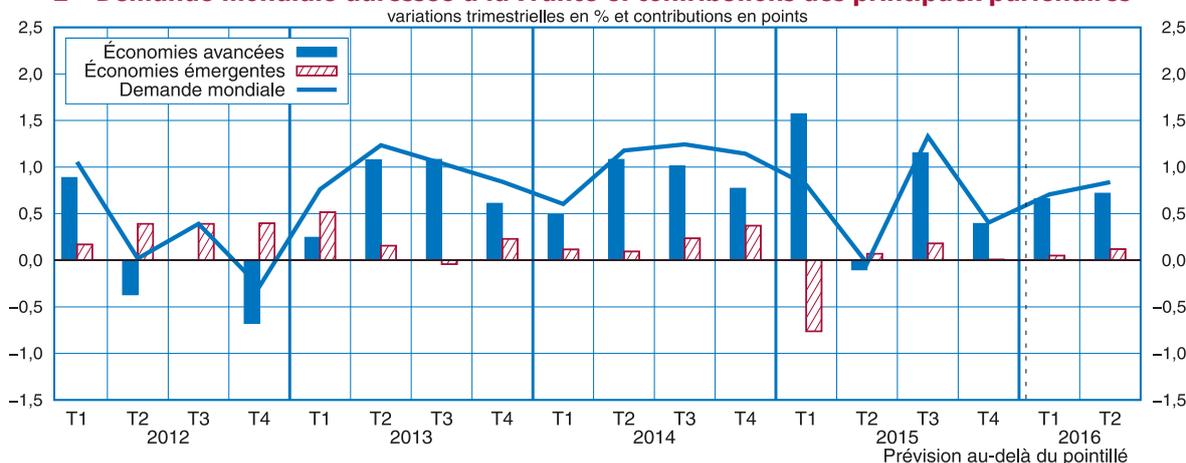
Sur l'ensemble de l'année 2015, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB a été de nouveau négative (-0,3 point, après -0,5 point en 2014). La forte accélération des importations (+6,5 % après +3,9 %) a en effet éclipsé le net regain de dynamisme des exportations (+6,1 % après +2,4 %) et pèse sur les acquis. Cependant, au premier semestre 2016, grâce à la livraison de grands contrats, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait à nouveau positive. ■

### 1 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



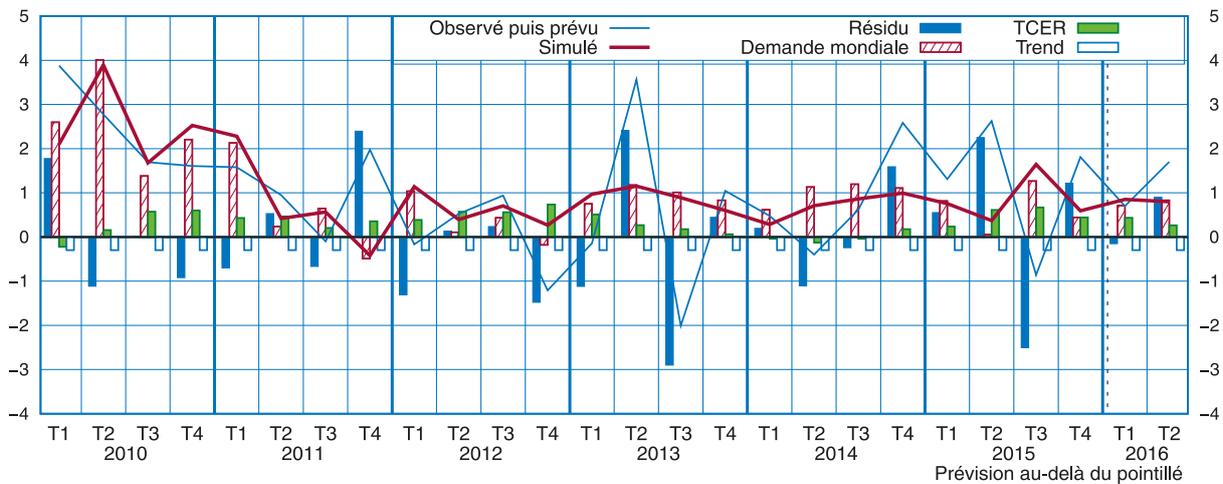
Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

### 2 - Demande mondiale adressée à la France et contributions des principaux partenaires



Sources : Insee, DG Trésor

## 3 – Équation d'exportations (biens manufacturés) et contributions économétriques



Note – TCER : taux de change effectif réel  
Source : Insee

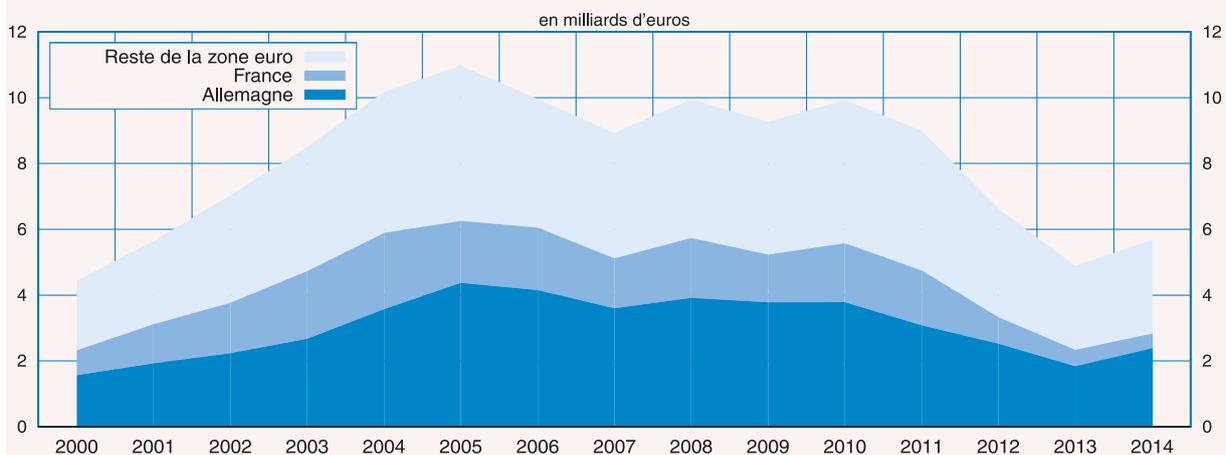
## La levée des sanctions internationales à l'égard de l'Iran entraînerait un surcroît d'exportations européennes, notamment françaises et allemandes

**En 2016, la zone euro pourrait profiter de la levée des sanctions internationales et regagner des parts de marché en Iran. Ces gains à l'exportation bénéficieraient notamment à la France et à l'Allemagne, qui concentraient la plus grande part des exportations frappées par l'embargo à destination de l'Iran.**

Avec le renforcement des sanctions économiques internationales contre l'Iran en 2012, les échanges commerciaux entre la zone euro et l'Iran ont nettement baissé. D'une moyenne de 10 milliards d'euros par an entre 2005 et 2010, les exportations ont chuté à moins de 6 milliards d'euros en 2014 (graphique 1). Dans le même temps, les importations en provenance d'Iran se sont effondrées, de 12 milliards d'euros entre 2005 et 2010 à moins de 1 milliard d'euros en 2014, notamment en raison de l'embargo sur le pétrole iranien.

Avec la fin des sanctions économiques annoncées dans le cadre de l'accord nucléaire fin 2015, la zone euro pourrait regagner des parts de marché en Iran. La France et l'Allemagne, qui comptaient parmi les principaux fournisseurs de l'Iran avant 2012, pourraient retrouver leurs créneaux d'exportation majeurs vers ce pays, les matériels de transport pour la France, les machines-outils pour l'Allemagne.

### 1 – Exportations de la zone euro à destination de l'Iran



Sources : Eurostat, Insee, Destatis

## En France, les industries automobile et aéronautique bénéficieraient de la levée des sanctions

En dix ans, le niveau des exportations de la France vers l'Iran a été divisé par 3, passant de 1,8 milliard d'euros en 2005 à 0,6 milliard en 2015 (graphique 2). Proportionnellement, les exportateurs français ont ainsi été plus lourdement pénalisés par les sanctions décidées contre l'Iran que ceux des autres pays européens. Ce sont principalement les exportations de matériels de transport, et notamment d'automobiles, qui ont pâti des mesures de restrictions à l'exportation : les ventes automobiles sont passées de 890 millions d'euros à 24 millions sur la période. En particulier, les industriels français exportaient avant 2012 des pièces détachées de voitures qui étaient assemblées sur place. Ainsi, en 2011, Peugeot-Citroën représentait le quart des véhicules vendus en Iran, soit près de 460 000 véhicules sur un total de 3,5 millions immatriculés par le groupe dans le monde cette année-là. La structure des exportations vers l'Iran a donc changé : si jusqu'en 2011, la France exportait principalement des véhicules (environ 30 % du total), ainsi que des machines et appareils industriels et électriques (22 %), en 2015, le premier poste des ventes à l'Iran a été celui des produits pharmaceutiques (représentant un peu plus du tiers des exportations de l'année).

Le repli des exportations françaises s'est accompagné d'une perte de parts de marché. En 2010, la France était le septième fournisseur de l'Iran (3,1 % des parts de marché). Avec 0,8 % des parts de marché sur les 9 premiers mois de 2015, elle n'est plus que son treizième fournisseur. Les autres pays de la zone euro ont également perdu des parts de marché, tandis que la Chine, les Émirats arabes unis, l'Inde, la Corée du Sud, la Turquie, le Brésil, l'Argentine, la Russie et l'Ukraine ont augmenté leurs parts en Iran.

Avec la fin des sanctions économiques annoncées dans le cadre de l'accord nucléaire fin 2015, les secteurs aéronautique et automobile français pourraient retrouver de l'élan. Ainsi, dès janvier 2016 l'Iran a commandé 118 Airbus pour

renouveler sa flotte. En outre, Peugeot-Citroën s'est associé début 2016 au constructeur iranien Khodro en vue de produire des véhicules en Iran ; à brève échéance, le groupe pourrait exporter à nouveau des pièces détachées pour l'assemblage. Un retour des exportations totales vers l'Iran au niveau de 2011 représenterait un surcroît de 0,15 point des exportations totales de la France, soit 0,05 point de PIB.

## Pour l'Allemagne, premier partenaire commercial de l'Iran dans la zone euro, la levée des sanctions permettrait notamment une reprise des livraisons de machines-outils

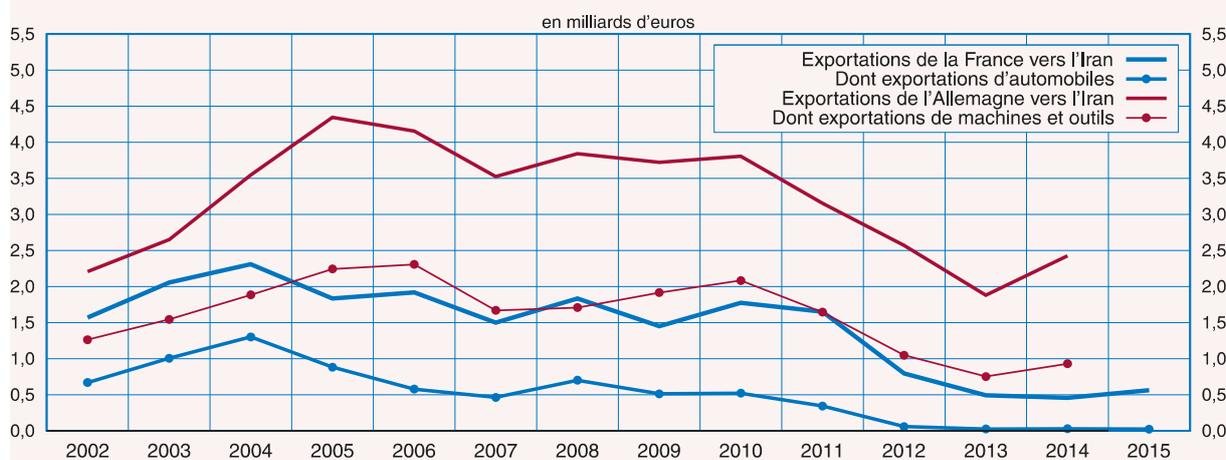
Les échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Iran ont également beaucoup diminué depuis la mise en œuvre des sanctions économiques à l'encontre de l'Iran en 2012 : entre 2008 et 2013, exportations et importations ont été réduites de plus de moitié. La valeur des exportations de l'Allemagne vers l'Iran s'élevait à 3,8 milliards d'euros en 2008, contre 2,4 milliards d'euros six ans plus tard (graphique 2).

Avant la mise en place de l'embargo, l'Allemagne exportait vers l'Iran principalement des machines-outils<sup>1</sup> : ces ventes représentaient en moyenne un peu plus de la moitié des exportations d'ensemble (53 % entre 2002 et 2011) et ont fortement reculé depuis lors. Les exportations de matériels de transport ont également baissé de façon significative depuis 2012.

Avec la levée des sanctions, les ventes de machines-outils pourraient de nouveau augmenter et retrouver leur niveau de 2011. Si les entreprises allemandes maintiennent le niveau de leurs exportations en produits alimentaires et pharmaceutiques et récupèrent les parts de marché antérieures pour les autres produits, la valeur des exportations à destination de l'Iran pourrait doubler. Comme pour la France, la levée des sanctions pourrait engendrer pour l'Allemagne un surcroît d'exportations totales de 0,13 point, soit 0,06 point de PIB. ■

1. Machines en sidérurgie, en construction, machines industrielles, machines d'extraction, machines de transport, machines d'épuration, instruments d'optiques, instruments de mesure, etc.

### 2 - Exportations de l'Allemagne et de la France vers l'Iran



Sources : OCDE, douanes françaises

# Emploi

L'emploi salarié marchand non agricole a accéléré au quatrième trimestre 2015 (+32 000, après +13 000 au troisième trimestre). Sur l'ensemble de l'année, il s'est accru de 82 000, principalement dans le tertiaire. D'ici mi-2016, il continuerait de s'élever quasiment aussi vite qu'au second semestre 2015 : 37 000 emplois salariés marchands non agricoles seraient créés au cours du premier semestre. L'emploi bénéficierait en effet de la légère accélération de l'activité et des effets d'enrichissement de la croissance en emplois générés par le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le Pacte de responsabilité et de solidarité, ainsi que par le tout récent plan d'urgence pour l'emploi.

Dans les secteurs non marchands, l'emploi croîtrait de façon plus modérée (+11 000 au premier semestre 2016), du fait de la quasi-stabilisation attendue du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés.

Par ailleurs le rythme des créations d'emplois non salariés et agricoles se stabiliserait, si bien qu'au total, 63 000 emplois seraient créés au premier semestre 2016, après +77 000 au second semestre 2015.

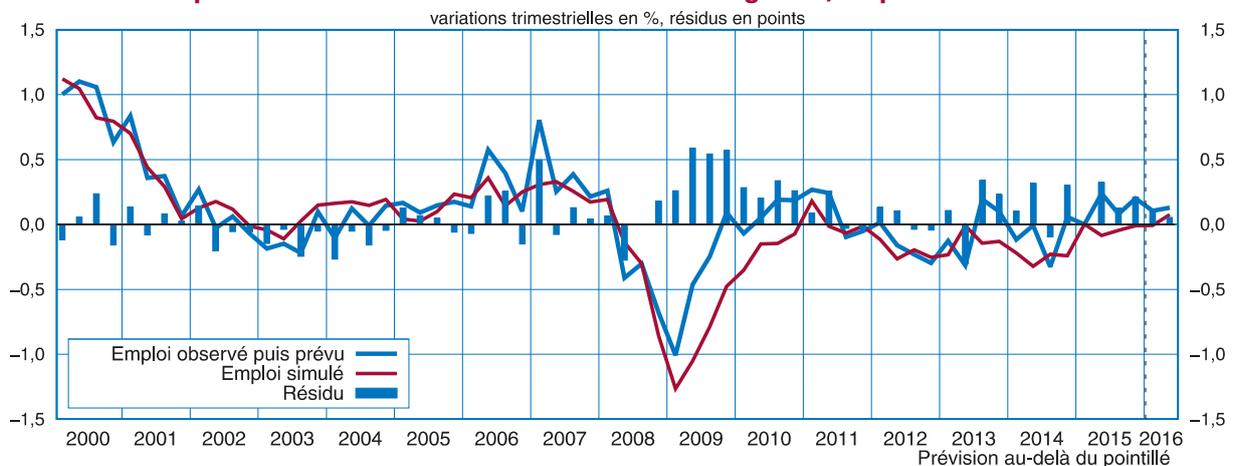
## L'emploi marchand augmenterait encore au premier semestre 2016

En 2015, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles s'est redressé pour la première fois depuis 2011 (+82 000 après -63 000 en 2014). Au quatrième trimestre notamment, il a augmenté de 32 000 : la hausse des effectifs dans le tertiaire a plus que compensé le nouveau recul de l'emploi dans l'industrie et la construction.

L'emploi continuerait d'augmenter dans les secteurs marchands d'ici mi-2016. Ces secteurs créeraient au total 37 000 emplois supplémentaires au premier semestre 2016 (*graphique 1*). Certes, le crédit d'impôt sur la compétitivité et l'emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité et de solidarité (PRS) enrichiraient un peu moins la croissance en emplois qu'en 2015 : d'une part la montée en charge du CICE est terminée ; d'autre part, la nouvelle extension des allègements de cotisations sociales du PRS aurait un effet limité parce qu'elle n'est pas ciblée sur les bas salaires (entre 1,6 et 3,5 Smic) et qu'elle ne sera mise en œuvre qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril. Néanmoins, l'activité accélérerait légèrement et la montée en charge progressive des mesures d'allègement du coût du travail annoncées en janvier 2016 dans le tout récent plan d'urgence pour l'emploi<sup>1</sup>, enrichirait à son tour la croissance en emplois.

1. Avec la mise en place de ce plan, les entreprises de moins de 250 salariés embauchant un salarié à temps plein rémunéré entre 1 et 1,3 fois le Smic bénéficieront d'une aide de 500 euros par trimestre pendant deux ans. Les contrats visés sont les CDI ou CDD de six mois ou plus.

**1 – Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu**



Lecture : le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris, sur la période récente, les effets du CICE, du PRS et du Plan pour l'emploi). Un résidu positif, comme en 2015, indique que l'emploi observé a évolué de façon plus favorable que ne le laissaient attendre ses déterminants.

Période d'estimation de l'équation : 1984–2009

Source : Insee

## L'intérim et l'emploi tertiaire hors intérim resteraient dynamiques

Après avoir fluctué autour de la stabilité pendant deux ans, l'emploi intérimaire a nettement augmenté au cours des trois derniers trimestres de 2015 (+19 000 en moyenne par trimestre). L'intérim étant particulièrement réactif aux fluctuations de l'activité, lorsque la croissance repart, il se redresse en général plus tôt que les autres composantes de l'emploi. Compte tenu de l'amélioration des perspectives d'emploi qu'indiquent les chefs d'entreprises du secteur, cette dynamique se prolongerait au premier semestre 2016 (+26 000).

L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim a nettement accéléré en 2015 (+105 000 après +26 000 en 2014, *graphique 2*). Les chefs d'entreprise restant plutôt optimistes sur l'évolution de leurs effectifs (*graphique 3*), l'emploi dans les services hors intérim continuerait de croître à la même vitesse début 2016 (+36 000 au premier semestre 2016).

Au total, l'emploi dans le tertiaire y compris intérim resterait dynamique en première moitié d'année 2016 (+62 000, après +81 000 au second semestre 2015).

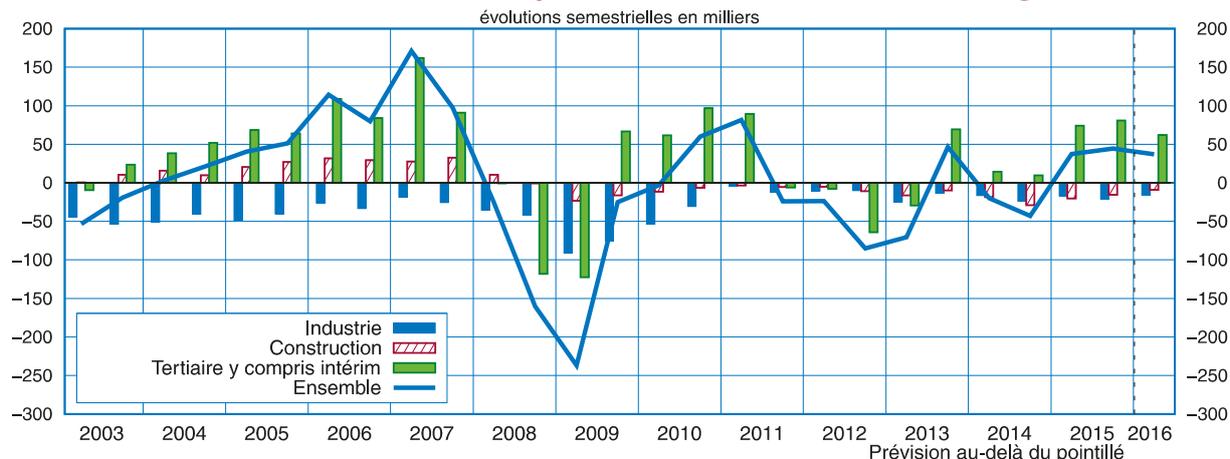
## L'emploi industriel reculerait un peu moins

En 2015, les pertes nettes d'emplois industriels ont été quasiment aussi nombreuses qu'en 2014 (-38 000, après -40 000 en 2014). Les anticipations des industriels en termes d'emploi se sont toutefois progressivement rapprochées de leur moyenne de longue période, laissant augurer une moindre baisse des effectifs au premier semestre 2016 (-16 000).

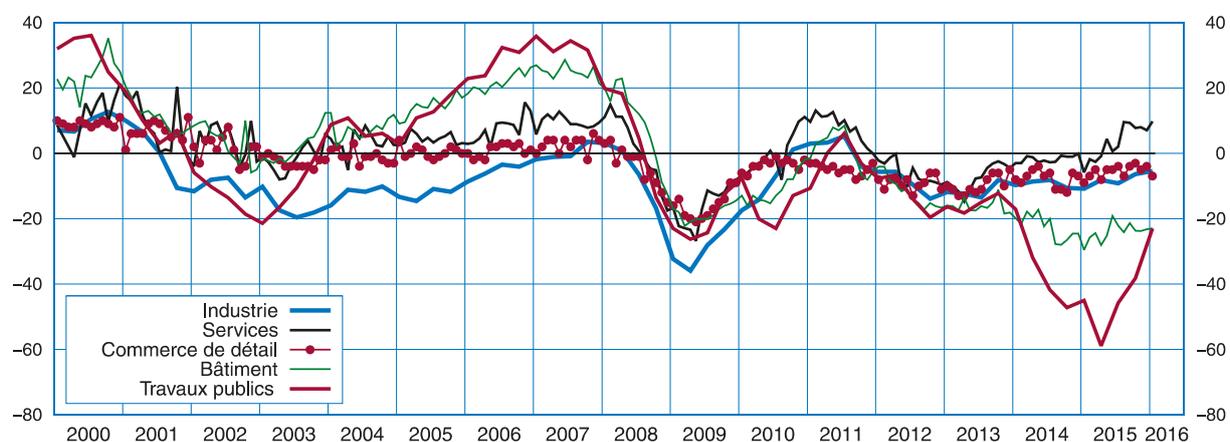
## Dans la construction, les effectifs baisseraient moins

L'emploi salarié dans la construction décroît presque continûment depuis fin 2008. Le secteur a perdu 47 000 emplois en 2014, puis 36 000 en 2015. Dans les enquêtes de conjoncture, les perspectives se redressent nettement dans

### 2 - Évolution semestrielle de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles



### 3 - Soldes d'opinion des chefs d'entreprise sur les effectifs prévus



l'artisanat du bâtiment ainsi que dans les travaux publics, où elles s'étaient précédemment effondrées. Dans ce contexte, le recul des effectifs serait plus limité au premier semestre 2016 (-9 000).

## L'emploi non marchand se modérerait

L'emploi non marchand a progressé de 43 000 emplois en 2015, légèrement moins qu'en 2014 (+52 000), essentiellement porté par les contrats aidés (+23 000, *tableau 2* et *encadré*).

Il se modérerait au premier semestre 2016 (+11 000). Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés se stabiliserait : les entrées resteraient nombreuses, tant pour les CUI-CAE que pour les

emplois d'avenir, mais les sorties accéléreraient avec l'arrivée à terme des contrats signés auparavant. Par ailleurs, le service civique continuerait de monter en charge.

## L'emploi total augmenterait de 63 000 au premier semestre 2016

En tenant compte de l'emploi non salarié et des salariés agricoles, l'emploi total tous secteurs confondus s'est accru de 158 000 en 2015 (après +33 000 en 2014). Il resterait dynamique au premier semestre 2016 (+63 000), porté notamment par les créations d'emploi dans les secteurs marchands. ■

Tableau 1

### Évolution de l'emploi

en milliers, CVS

	2015				2016		2015 S1	2015 S2	2016 S1	2014	2015	Niveau fin 2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2						
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles (1) dont :</b>	0	38	13	32	17	21	38	45	37	-63	82	15865
Industrie	-9	-8	-13	-9	-8	-8	-17	-21	-16	-40	-38	3158
Construction	-11	-9	-9	-7	-5	-4	-20	-15	-9	-47	-36	1349
Intérim	-6	20	17	19	12	14	14	36	26	-1	51	536
Tertiaire essentiellement marchand hors intérim	26	34	17	28	18	19	60	45	36	26	105	10823
<b>Salariés agricoles</b>	2	2	2	2	2	2	3	4	4	7	7	
<b>Tertiaire principalement non marchand</b>	14	13	1	14	7	4	28	16	11	52	43	
<b>Non-salariés</b>	6	6	6	6	6	6	13	13	11	37	25	
<b>EMPLOI TOTAL</b>	22	59	22	54	31	32	81	77	63	33	158	

Prévision  
(1) secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

### Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

Contrats aidés*	2015				2016		2015		2016 S1	2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	S1	S2			
Emplois d'avenir	2	2	1	1	-1	-5	4	2	-6	28	6
CUI-CAE yc ACI**	10	5	-5	6	-4	-5	16	1	-9	21	17
<b>Total</b>	12	7	-4	7	-5	-10	19	4	-15	49	23

Prévision

\* Y compris avenants de reconduction

\*\* Depuis juillet 2014, les embauches en ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ne sont plus effectuées sous forme de contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) mais de contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI). Néanmoins, de façon à suivre les emplois aidés sur un périmètre constant, les prévisions de CUI-CAE présentées ici incluent les ACI.

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

## Les contrats aidés en 2015

Les contrats aidés, par des aides directes ou indirectes, diminuent les coûts d'embauche ou de formation de certains salariés pour les employeurs. Ces emplois aidés sont, en général, destinés prioritairement à des publics cibles, tels que les personnes les plus éloignées de l'emploi ou les jeunes. En 2015, hors contrats en alternance, les bénéficiaires de contrats aidés étaient en très grande partie titulaires d'un contrat unique d'insertion (CUI), plus souvent non marchand (264 000 personnes fin 2015 en France métropolitaine) que marchand (63 000). Les CUI marchands (sous forme de contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi ou CUI-CIE) comme non marchands (contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi ou CUI-CAE) sont proposés à une population large de personnes présentant des difficultés d'accès à l'emploi (candidatures d'embauche habituellement rejetées, etc.), quels que soient leur âge ou leur lieu de résidence<sup>1</sup>.

Les emplois d'avenir (y compris emplois d'avenir « professeurs »), apparus en novembre 2012, sont montés en charge surtout entre 2013 et 2014 (tableau). Fin 2015, 123 000 personnes étaient bénéficiaires d'un emploi d'avenir en France métropolitaine. Les emplois d'avenir sont destinés à des jeunes peu ou pas qualifiés, prioritairement dans les zones urbaines sensibles ou les zones de revitalisation rurale. Ils se situent plutôt dans des secteurs non marchands (enseignement ou aide à la personne, 93 000 personnes fin 2015), mais peuvent aussi être souscrits dans des secteurs marchands (30 000 fin 2015) comme les filières verte et numérique ou le tourisme, avec des subventions plus

1. Depuis juillet 2014, les embauches en ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ne sont plus effectuées sous forme de contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement (CUI-CAE) mais de contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI). Néanmoins, de façon à suivre les emplois aidés sur un périmètre constant, les données sur les CUI-CAE présentées ici incluent les ACI.

faibles. La grande majorité des emplois d'avenir relève des associations et du secteur public (collectivités, Éducation nationale).

Les contrats aidés sont le plus souvent utilisés de manière contra-cyclique : lorsque l'activité ralentit, le volume des contrats aidés peut être augmenté rapidement pour atténuer les pertes d'emplois et la montée du chômage qui en résulte.

À court terme, ces contrats n'ont cependant pas le même effet sur l'emploi selon qu'ils s'appliquent au secteur non marchand ou au secteur marchand. Dans le secteur non marchand, l'hypothèse conventionnelle est que le nombre d'emplois créés est simplement égal à la variation du nombre de bénéficiaires, soit la différence entre les contrats signés ou reconduits et les sorties de contrats au cours de l'année. En revanche, dans le secteur marchand, une partie des emplois exercés dans le cadre d'un dispositif d'aide aurait été créée même si le dispositif n'avait pas existé. On parle dans ce cas d'effet d'aubaine ou de substitution, dont l'ampleur peut différer d'un contrat à l'autre. L'effet sur l'emploi des contrats aidés dans le secteur marchand est ainsi moindre que la variation du nombre des bénéficiaires. Cet effet est estimé à partir d'études empiriques d'une part, de l'ampleur de l'allègement du coût du travail engendré par ces contrats d'autre part (Dares, 1996). Ces évaluations, entourées d'incertitude, ne sont d'ailleurs valides qu'à court terme. Une évaluation de long terme nécessiterait de prendre en compte :

- les conséquences que les dispositifs entraînent sur le marché du travail (ajustement des salaires, des taux d'activité, etc.),
- leurs effets sur le capital humain, notamment quant à la capacité d'insertion des bénéficiaires sur le marché du travail,
- l'impact du mode de financement des dispositifs sur l'économie.

## Les dispositifs d'aide à l'emploi, flux et nombre de bénéficiaires

Données brutes en milliers

	Flux d'entrées (y compris reconduction de contrat)					Nombre de bénéficiaires (stock en fin d'année)				
	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Emploi aidé dans le secteur non marchand</b>	<b>357</b>	<b>403</b>	<b>436</b>	<b>389</b>	<b>410</b>	<b>204</b>	<b>204</b>	<b>282</b>	<b>333</b>	<b>357</b>
CUI <sup>1</sup> non marchand	357	402	369	320	353	204	203	221	242	264
Emplois d'avenir <sup>2</sup>	0	1	67	69	57	0	1	61	90	93
<b>Emploi aidé dans le secteur marchand<sup>3</sup></b>	<b>519</b>	<b>513</b>	<b>509</b>	<b>510</b>	<b>549</b>	<b>643</b>	<b>604</b>	<b>630</b>	<b>627</b>	<b>664</b>
<b>Abaissement des coûts salariaux</b>	<b>60</b>	<b>57</b>	<b>69</b>	<b>74</b>	<b>114</b>	<b>49</b>	<b>30</b>	<b>47</b>	<b>57</b>	<b>98</b>
CUI marchand	53	52	50	49	90	44	26	31	30	63
Emplois d'avenir	0	0	13	20	19	0	0	11	22	30
Exonérations de charges sociales (ZRR <sup>4</sup> et ZRU <sup>5</sup> )	6	5	5	5	5	6	5	5	5	4
<b>Formation en alternance</b>	<b>459</b>	<b>456</b>	<b>440</b>	<b>436</b>	<b>436</b>	<b>594</b>	<b>573</b>	<b>582</b>	<b>570</b>	<b>566</b>
Apprentissage	290	294	270	263	265	411	412	399	385	386
Professionnalisation	169	163	170	174	171	183	161	183	185	180

1. Contrat unique d'insertion

2. Y compris emplois d'avenir professeurs

3. Hors mesures générales comme les allègements généraux de cotisations sociales et réduction du temps de travail

4. Zone de revitalisation rurale

5. Zone de redynamisation urbaine

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, Agence de services et de paiement

Enfin, comme ces emplois sont destinés prioritairement aux personnes les plus éloignées du marché du travail, ils génèrent des « effets d'appels » : une augmentation du nombre d'emplois aidés conduit à une augmentation du taux d'activité des personnes ciblées.

## Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés du secteur non marchand a moins augmenté en 2015 qu'en 2014 et en 2013

En 2015, 410 000 contrats aidés ont été signés ou reconduits dans le secteur non marchand, après 389 000 en 2014. Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés y a ainsi atteint 357 000 fin 2015, après 333 000 fin 2014, soit une hausse de 23 000 personnes après +49 000 en 2014 et +78 000 en 2013 (*graphique*). Le nombre de bénéficiaires de contrats uniques d'insertion du secteur non marchand s'est accru pour la troisième année consécutive (264 000 fin 2015, contre 242 000 fin 2014). Le nombre d'emplois d'avenir signés ou reconduits a légèrement diminué en 2015 (57 000, après 69 000 en 2014). Les sorties de ces contrats ont été cependant moins nombreuses, et un peu plus de personnes bénéficiaient donc de ces contrats fin 2015 (93 000) que fin 2014 (90 000).

## Dans le secteur marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats uniques d'insertion a doublé en 2015

Fin 2015, le secteur marchand comptait 664 000 bénéficiaires de contrats aidés, soit 37 000 de plus que fin 2014.

Cette hausse résulte du plus grand nombre de bénéficiaires de contrats uniques d'insertion et d'emplois d'avenir. En 2015, le nombre de contrats uniques d'insertion signés ou reconduits dans le secteur marchand s'est nettement accru (90 000, après 49 000 en 2014), et le nombre de bénéficiaires a plus que doublé (63 000 fin 2015, après 30 000 fin 2014).

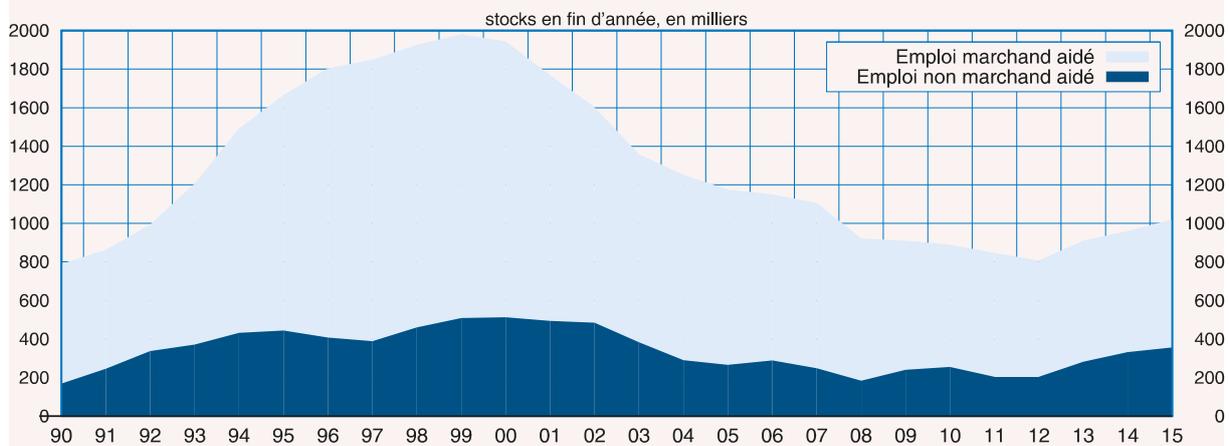
Le nombre de signatures ou de reconductions d'emplois d'avenir dans le secteur marchand s'est stabilisé en 2015 (19 000). Toutefois les sorties du dispositif ont été moins nombreuses, et le nombre de bénéficiaires a de nouveau augmenté : 30 000 fin 2015, soit 8 000 de plus que fin 2014.

Enfin, 566 000 personnes étaient bénéficiaires de contrats en alternance fin 2015, dont 386 000 en contrat d'apprentissage et 180 000 en contrat de professionnalisation. Leur nombre a de nouveau diminué sur un an (-4 000 après -12 000 en 2014). ■

## Bibliographie

Dares (1996), « 40 ans de politique de l'emploi », La Documentation française.

## Bénéficiaires de dispositifs d'aide à l'emploi



Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, Agence de services et de paiement

# Chômage

Au quatrième trimestre 2015, en France métropolitaine, le nombre de chômeurs a diminué de 47 000 et le taux de chômage au sens du BIT a légèrement baissé : il a atteint 10,0 % de la population active, après 10,1 % au trimestre précédent. En incluant les départements d'outre-mer, il s'est établi à 10,3 %, après 10,4 % au troisième trimestre.

Au premier semestre 2016, le chômage continuerait de diminuer légèrement car la hausse attendue de l'emploi serait supérieure à celle de la population active. Mi-2016, il atteindrait 10,2 % (9,9 % en France métropolitaine).

## Légère baisse du chômage au quatrième trimestre 2015

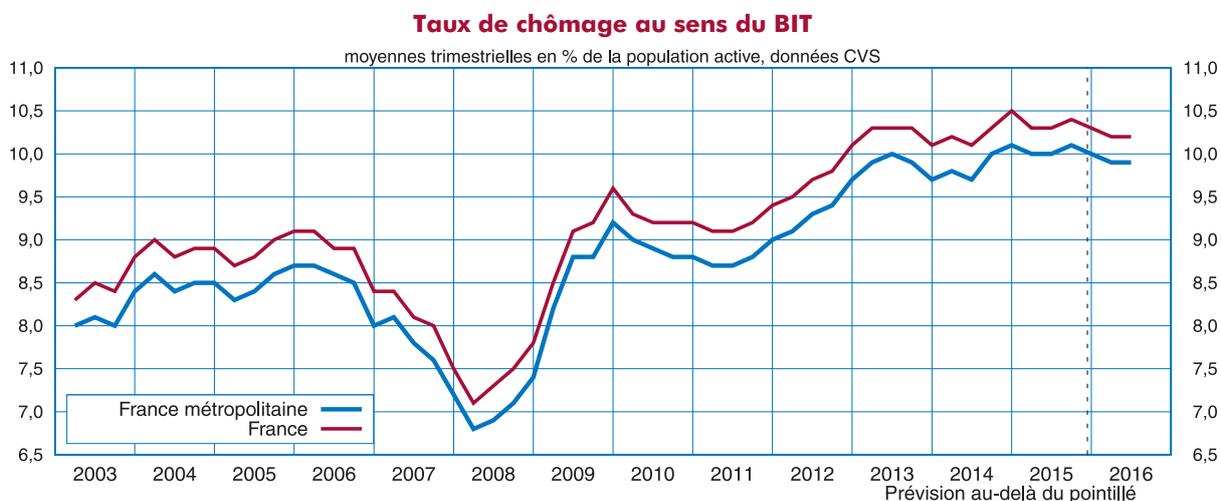
Au quatrième trimestre 2015, en France métropolitaine, le nombre de chômeurs a diminué de 47 000, après avoir augmenté de 43 000 au troisième trimestre ([tableau](#)). Le taux de chômage s'est ainsi établi à 10,0 % de la population active fin 2015, soit 0,1 point de moins qu'au trimestre précédent ; il s'est quasi stabilisé à ce niveau depuis l'été 2014 ([graphique](#)). Sur l'ensemble de la France, le taux de chômage a également un peu diminué fin 2015, à 10,3 % de la population active (contre 10,4 % le trimestre précédent et 10,5 % un an auparavant). Cette baisse s'accompagne d'un retour à la normale du halo autour du chômage qui a légèrement augmenté (+23 000), après avoir fortement décri au trimestre précédent (-72 000).

## L'écart entre le taux de chômage des hommes et des femmes se creuse

Le taux de chômage des jeunes s'est établi à 24,0 % de la population active au quatrième trimestre 2015. Il a diminué de 0,3 point sur le trimestre, revenant à son niveau de fin 2014, alors qu'il avait continûment augmenté entre fin 2013 et fin 2014 (+1,1 point).

Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage des 25-49 ans a légèrement baissé : il a atteint 9,3 %, soit 0,1 point de moins sur un trimestre et 0,2 point de moins sur un an. Enfin, le taux de chômage des 50 ans et plus a légèrement diminué (-0,1 point) après avoir atteint un pic au troisième trimestre et s'est établi à 6,9 % fin 2015.

Au quatrième trimestre 2015, 10,5 % des hommes actifs et 9,4 % des femmes actives étaient au chômage au sens du BIT. Par rapport au trimestre précédent, la baisse du taux de chômage est légèrement plus prononcée pour les femmes (-0,2 point, contre -0,1 point chez les hommes). Depuis mi-2012, l'écart entre le taux de chômage des hommes et des femmes s'est accru. Il a atteint 1,1 point fin 2015, son niveau le plus haut depuis que les séries existent (1975). Cette divergence s'explique par une dynamique de l'emploi différente entre l'industrie et la construction d'une part, secteurs employant majoritairement des hommes, et le tertiaire d'autre part ([fiche Emploi](#)).



Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus  
Source : Insee, enquête Emploi

## Le chômage continuerait de baisser légèrement au premier semestre 2016

En 2015, la population active s'est accrue de 97 000, après +188 000 en 2014, principalement dans la tranche d'âge des 50-64 ans. Cette hausse s'explique d'abord par les évolutions tendanciennes de la population en âge de travailler et des comportements d'activité. En outre, elle a été renforcée par l'effet du recul de l'âge de départ à la retraite, qui a été porté à 61 ans et 7 mois mi-2015.

Au premier semestre 2016, la population active augmenterait de nouveau, avec une ampleur comparable (+50 000). Son accroissement spontané resterait limité par la poursuite des départs à la retraite anticipée, dans le cadre du dispositif spécifique aux carrières longues. Cette hausse pourrait également être limitée par le plan

de formation des demandeurs d'emploi annoncé début 2016, mais aucun effet spécifique n'est intégré dans le scénario retenu à ce stade ; même si les caractéristiques de ce plan se précisaient rapidement, compte tenu du délai nécessaire à sa montée en charge effective, son effet potentiel sur les variations de population active avant mi-2016 serait limité au regard de la hausse spontanée de la population active.

Au total, les créations nettes d'emploi (+74 000) dépasseraient la progression attendue de la population active au cours du premier semestre, et le taux de chômage diminuerait de nouveau légèrement, de 0,1 point sur le semestre. Mi-2016, il s'établirait à 10,2 % de la population active française, et à 9,9 % en France métropolitaine. ■

## Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

en milliers CVS et en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles			
	2014				2015				2016		2013	2014	2015	2016 S1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Population des 15-64 ans	-23	-22	-21	-20	-20	-19	-19	-20	-14	-14	-100	-86	-78	-27
Population des 15-59 ans	-12	-12	-14	-15	-16	-16	-15	-15	-5	-5	-72	-52	-61	-10
<b>Population active</b>	<b>63</b>	<b>-2</b>	<b>63</b>	<b>64</b>	<b>-25</b>	<b>47</b>	<b>84</b>	<b>-9</b>	<b>26</b>	<b>24</b>	<b>117</b>	<b>188</b>	<b>97</b>	<b>50</b>
dont :														
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	34	34	34	34	32	32	32	32	31	31	120	135	128	61
(b) Effets estimés des politiques publiques	-6	-4	-4	-4	-3	-2	-2	-1	-5	-6	-25	-18	-8	-11
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	35	-32	33	34	-54	17	52	-40	0	0	21	71	-25	0
<b>Emploi</b>	<b>46</b>	<b>13</b>	<b>-5</b>	<b>4</b>	<b>30</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>38</b>	<b>43</b>	<b>32</b>	<b>125</b>	<b>58</b>	<b>150</b>	<b>74</b>
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	5	20	-30	38	22	59	22	54	31	32	182	33	158	63
<b>Chômage BIT</b>	<b>17</b>	<b>-15</b>	<b>68</b>	<b>60</b>	<b>-55</b>	<b>6</b>	<b>43</b>	<b>-47</b>	<b>-17</b>	<b>-7</b>	<b>-8</b>	<b>130</b>	<b>-53</b>	<b>-24</b>
	Moyenne trimestrielle										Moyenne au dernier trimestre de la période			
<b>Taux de chômage BIT (%)</b>														
France métropolitaine	9,8	9,7	10,0	10,1	10,0	10,0	10,1	10,0	9,9	9,9	9,7	10,1	10,0	9,9
France (y compris Dom)	10,2	10,1	10,3	10,5	10,3	10,3	10,4	10,3	10,2	10,2	10,1	10,5	10,3	10,2

Prévision

Note :

- la ligne Emploi présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau ;
- emploi et chômage ne sont pas estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1% de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee